



MICHELIN : TOLERANCE ZERO POUR LE HARCELEMENT ?

La presse nationale, sous la plume du journal « Le Monde », nous révèle l'expérience tragique d'une salariée Michelin victime d'un syndrome d'épuisement professionnel - autrement dit, le burn-out- suite au harcèlement d'un supérieur sans scrupules. Nous n'épiloguerons pas sur le peu d'intelligence sociale et émotionnelle de tels individus, cela n'enlèvera rien au fait que le harcèlement, quand il ne tue pas, laisse trop souvent des séquelles irréversibles.

Notons, cependant, que ce triste événement est passé à travers toutes les mailles du filet des mesures contre les risques psycho-sociaux que Michelin a mises en place et qu'il vante tant dans les instances. Cela montre, d'ailleurs, que la prévention dans l'entreprise vise plus souvent à se mettre en conformité avec la loi qu'à réellement protéger les salariés. Les « groupes RPS » semblent montrer leurs limites, les alertes sont trop souvent minimisées, les élus CGT ne cessent de le répéter.

Bonne nouvelle : le patron tape du poing sur la table, nous dit le journal : « *Le harcèlement n'a pas sa place chez Michelin et doit être combattu partout dans l'entreprise. Aucun cas ne sera toléré ni laissé impuni* » ...

Malheureusement, l'histoire ne montre pas une telle ardeur : Certaines sanctions à l'encontre de manager qui ont même fait condamner l'entreprise au tribunal n'ont pas toujours été exemplaires, nous l'avons vu à La Combaude il y a peu d'années. Le cas récent d'une salariée de MAS (Cie aérienne Michelin), qui a été gravement atteinte, pose aussi des questions : Les efforts ne semblent pas avoir été concluants depuis, si on les met en perspective des 157 cas de management toxiques relevés en 2020.

Il est cependant vrai que nombre de cas ne sont pas signalés, et les victimes sont trop souvent isolées. Il nous appartient donc à toutes et à tous de rapporter de tels comportements car, s'ils paraissent souvent anodins au départ, ils sont extrêmement dangereux en réalité. Les élus CGT sont là pour vous y aider.

L'entreprise promet de faire la chasse à ce type de management, la CGT s'en réjouit mais demande des actes.